La Lettre de l'OCIM

Musées, Patrimoine et Culture scientifiques et techniques

114 | 2007
novembre - décembre 2007

Le programme européen « Science dans la Société »

Sophie Tocreau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ocim/683>

DOI : 10.4000/ocim.683

ISSN : 2108-646X

Éditeur

OCIM

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2007

Pagination : 4-12

ISSN : 0994-1908

Référence électronique

Sophie Tocreau, « Le programme européen « Science dans la Société » », *La Lettre de l'OCIM* [En ligne], 114 | 2007, mis en ligne le 02 février 2011, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ocim/683> ; DOI : 10.4000/ocim.683

Tous droits réservés

Le programme européen « Science dans la Société »

Sophie Tocreau *

Communiquer la recherche en Europe
© Commission européenne

Le programme « Science dans la Société » défini par l'Union européenne vise notamment à combler le fossé entre la science et la société. L'auteur montre comment ce programme peut être un moyen de valoriser des années de collaboration entre les institutions de recherche et les structures de diffusion de la culture scientifique et technique ainsi qu'une possibilité de développer de nouveaux partenariats entre la recherche et la société civile.

Le 30 décembre 2006, sur décision du Conseil ⁽¹⁾ et après adoption par le Parlement, les textes relatifs aux programmes spécifiques du 7^e PCRD (Programme Cadre pour la Recherche et le Développement) sont publiés au Journal Officiel de l'Union européenne, chargeant la Commission européenne de les mettre en œuvre pendant 7 ans (2007-2013). Quatre volets y sont inscrits :

- le volet « Coopération » qui comprend sept priorités thématiques : santé ; alimentation, agriculture, pêche et biotechnologie ; technologies de l'information et de la communication ; nanosciences, nanotechnologies, matériaux et nouvelles technologies de production ; énergie ; environnement (changements climatiques inclus) ; transports (aéronautique comprise) ;
- le volet « Idées », un nouveau dispositif qui vise à soutenir des travaux de recherche entrepris à l'initiative des chercheurs eux-mêmes et menés dans tous les domaines par des équipes nationales ou transnationales individuelles en concurrence au niveau européen ;

* Sophie Tocreau est responsable du Point
Contact National « Science dans la Société »
au ministère de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche
sophie.tocreau@recherche.gouv.fr

- le volet « Personnes », dont l'initiative phare revient aux « actions Marie Curie » (mobilité des chercheurs en Europe) ;
 - le volet « Capacités » qui comprend le programme « Science dans la Société », mais également « Régions de la connaissance »⁽²⁾, « PME-PMI »⁽³⁾ et « Infrastructures de recherche »⁽⁴⁾ ou encore « Coopération internationale »... Ces programmes déve-

loppent des axes transversaux à l'ensemble des priorités thématiques du premier volet « Coopération ».

Sur un budget total pour 7 ans de 50,521 milliards d'euros consacré à l'ensemble de ces volets, 330 millions d'euros reviennent au programme « Science dans la Société ». Que doit-on alors évoquer ? Le programme dont le budget est le plus faible du PCRD ou

« Organiser le dialogue sur des questions complexes (...) nécessite des médiateurs spécialisés »

Comme l'ont notamment montré les travaux de Dominique Pestre, un nouveau régime de production du savoir se met progressivement en place depuis plus de trois décennies, un régime marqué par l'influence croissante de l'industrie privée, mais aussi par des mouvements d'ambition plus globale qui plaident pour la gratuité et l'accessibilité du savoir pour le plus grand nombre. Ceci a engendré, par exemple, un débat très vivace sur le rôle du marché des publications scientifiques, sur lequel la Commission européenne a publié récemment une étude remarquée, suivie en 2007 par une communication qui a suscité un large débat. Le monde de la recherche est influencé par les évolutions économiques mais aussi par les demandes sociales. Ainsi est-on passé au niveau européen des actions « Science et Société » dans le 6^e programme-cadre à des actions « Science dans la Société » dans le 7^e. Le dialogue entre les chercheurs et les autres acteurs de la société devient un élément de plus en plus présent dans la « boîte à outils » des politiques de recherche au niveau national. Ainsi les pays scandinaves, pionniers en la matière, ont lancé il y a longtemps l'expérimentation de conférences citoyennes. D'autres pays européens ont suivi. La Commission a appuyé un projet européen qui a organisé pour la première fois en 2007 une conférence citoyenne multinationale sur les recherches portant sur le cerveau (le projet *Meeting of Minds*). Mais, mis à part les pays scandinaves, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, pionnier de la prospective participative, la France avec l'exercice FutuRIS (www.anrt.asso.fr) ou l'initiative Agora 2020, à ce jour, les questions et les actions dites « Science et Société » sont souvent perçues par les acteurs de la recherche et les décideurs comme des activités nécessaires et utiles, essentiellement d'accompagnement. La coopération européenne, en faisant

circuler les idées nouvelles et les bonnes pratiques, peut renforcer ces initiatives dans le contexte d'un « modèle européen de la recherche » qui se met progressivement en place grâce à des cadres incitatifs comme la Charte européenne des chercheurs. En ce qui concerne la portée sociétale de la recherche, le septième programme-cadre de recherche a renforcé les actions communautaires « Science dans la Société » en y allouant 330 millions d'euros sur la période 2007-2013. Organiser le dialogue sur des questions complexes comme celles liées aux nanotechnologies ou aux effets de la téléphonie mobile sur la santé nécessite des médiateurs spécialisés. Les villes, les musées scientifiques, l'école ont tous un rôle à jouer dans l'animation des débats avec les citoyens et leur mise en réseau au niveau de l'Union européenne a déjà commencé grâce aux financements communautaires.

En cette année du 50^e anniversaire du Traité de Rome, il faut se rappeler que l'Europe unie s'est construite autour de la prise en compte des défis qui parlaient aux citoyens d'alors, le charbon et l'acier, l'agriculture, l'énergie atomique à ses débuts. Elle continuera de se renforcer par l'action commune pour répondre aux défis d'aujourd'hui et de demain : la transition énergétique et la réponse au changement climatique, le développement durable... L'éducation et la recherche, la créativité et l'innovation au sens large, auront un rôle essentiel à jouer à cet égard. La prise en compte des aspirations et des inquiétudes de la société face à ces grandes mutations technologiques et socio-économiques est à la fois un facteur essentiel d'innovation et une exigence démocratique.

Jean-Michel Baer

Directeur de « Science, Économie et Société »,
 Direction L, DG Recherche, Commission européenne

bien le programme le plus ambitieux du PCRD de par son engagement à promouvoir de nouveaux rapports entre la science et la société ? Gageons que ces 330 millions d'euros servent à insuffler chez les uns, consolider chez les autres de nouveaux modes d'interactions entre des communautés constituées, plus ou moins bien structurées, mais toutes convaincues aujourd'hui que les décisions prises en terme de politique de recherche devront l'être en étroite collaboration avec la société civile.

Du Livre blanc (2001) au Livre vert (2007), un espace européen de la recherche en quête d'implication de la société civile

En septembre 1999, lorsque Philippe Busquin ⁽⁵⁾ devient commissaire à la Recherche, il demande à ses services de mener une réflexion sur « Science, société et citoyens en Europe », réflexion qui aboutira le 16 novembre 2000 à la présentation d'une note aux ministres de la recherche portant sur quatre points :

- « *De nouvelles relations entre la science et la société* » montre que des rapports nouveaux sont en effet rendus nécessaires pour refléter la triple évolution récente de la science, de la technologie et de la société.
- « *Rapprocher la recherche de la société* » évoque notamment le besoin de structurer les politiques de recherche en fonction de finalités pertinentes pour la société.
- « *Utiliser le progrès scientifique et technologique de manière responsable* » aborde la gestion des risques d'origine humaine qui, de plus en plus, sont invisibles et imperceptibles à court terme.
- « *Renforcer le dialogue science/société* » aborde le développement, au niveau européen notamment, de nouvelles formes de dialogue entre chercheurs, experts, décideurs politiques, industriels et citoyens.

Rappelons que cette réflexion se développe au moment même (mars 2000) de la proclamation des objectifs de Lisbonne par les États Membres, fixés dans une perspective 2010. Si aujourd'hui les objectifs de Lisbonne ⁽⁶⁾ sont considérés comme « *peu réalistes* » (rapport de Stockholm, avril 2007), cette mise en perspective des besoins et des attentes donne lieu à la naissance de l'Espace européen de la recherche, qui « *visé à créer un véritable marché intérieur de la recherche pour renforcer la coopération paneuropéenne et la coordination des activités de recherche nationales* » : un nouveau concept dans le paysage sémantique européen. Peu de temps après, en

juillet 2001, paraît le Livre blanc ⁽⁷⁾ : « La Gouvernance européenne » ⁽⁸⁾. Sur les 6 propositions qui concluent ce document, l'une concerne « *le renforcement de la confiance du public dans la façon dont les décideurs politiques utilisent l'expertise. Le système d'expertise pluridisciplinaire de l'Union européenne sera rendu plus transparent et ouvert au débat. Cette ouverture est nécessaire pour gérer les défis, les risques et les questions d'éthique que soulèvent la science et la technologie* ».

Fin 2001, le « Plan d'Action Science et Société » est prêt : son ambition est de traduire en réalisations concrètes les idées relatives au lien science et société recueillies dans les débats précédents. À cette fin, il propose 38 actions à entreprendre conjointement avec les États Membres, les autorités régionales, les scientifiques, les décideurs politiques, les entreprises et d'autres acteurs encore de la société civile, apportant ainsi une contribution à la mise en œuvre du Livre Blanc sur « La Gouvernance européenne » et au débat sur le futur de l'Europe. Les activités prévues par le plan d'action sont mises en œuvre par le truchement des programmes cadres de recherche communautaires, et quand débute le 6^e PCRD (2002-2006), le programme « Science et Société » est intégré au volet « Capacités » du PCRD du fait de la transversalité des objectifs qu'il porte : éthique dans la science, expertise scientifique et gouvernance, éducation à la science, femmes et science, communication de la science. Un financement de 88 millions d'euros est accordé à ce programme. De cette période, on retiendra deux priorités de financement :

- le soutien à une mise en réseau de structures européennes à travers une dynamique pré-existante (*Wonders, Trams*) ou une problématique nouvelle (nanodialogue...);
- le soutien à des initiatives innovantes (*Meeting of minds...*).

Durant ces 4 premières années, les projets financés seront essentiellement des actions de coordination (mise en réseau) et des actions supports spécifiques (événement, conférence...). Seuls quelques projets relatifs à la prise en compte du « genre » et à la gouvernance de la recherche feront l'objet d'un financement en tant que projets de recherche. 85 % du budget est donc consacré à des actions. Lorsque vient le temps des évaluations et des analyses du 6^e PCRD afin de définir le nouveau cadre dans lequel le programme sera mis en œuvre dans le 7^e PCRD, il est proposé une prise en compte plus significative de l'angle « Recherche », assorti d'une augmentation également significative du budget alloué. Lors de la procédure d'adoption du 7^e PCRD, on retiendra que ce programme fera l'objet d'une révision par le Parlement européen lors de son

EUR-OCEANS

European Network of Excellence for Ocean Ecosystems Analysis (Priorité thématique « Impacts des changements climatiques sur les écosystèmes marins ») est un des premiers projets européens scientifiques à consacrer 10 % de son budget global à un Work Package « Communication - Éducation ». Ces actions, déclinées sous format expositions, présentations presse, site Internet, films et outils pédagogiques pour les classes ont, depuis 3 ans, convaincu les scientifiques impliqués dans ce réseau d'excellence de l'intérêt de s'adresser à des professionnels de la médiation. Une façon pour eux d'éviter de tomber dans le piège d'une surenchère médiatique à l'occasion d'interviews sur des sujets chauds (ex : le réchauffement climatique) et pour la structure de culture scientifique, de s'appuyer sur des scientifiques qui font référence dans leur domaine, réseau d'excellence oblige.

Comme l'explique Sylvain Ghiron, coordonnateur de ce programme à Océanopolis, « cette activité est structurante pour la communauté scientifique elle-même et les chercheurs qui ont participé activement aux actions développées ont pu ainsi valoriser leur travail auprès de leurs institutions ou autres bailleurs de fonds, ce qui n'est pas négligeable pour eux. Autre conséquence : des moments privilégiés de rencontre... qui ont parfois débouché sur d'autres collaborations européennes ». Osana Bonilla, chef de projet de ce Work Package « Communication - Éducation » met cependant en garde sur la sous-estimation des coûts engendrés par la création de nouveaux outils à l'échelle européenne : conception et traduction sont deux postes lourds à gérer dans ce type de projet...

dernier passage, qui demandera de revoir à la hausse le montant alloué. Si les 30 millions d'euros ainsi récupérés sont insignifiants au regard de budget total du PCRD, la démarche du Parlement n'est-elle pas le signe d'une prise de conscience de l'importance stratégique des problématiques de ce programme ? L'évolution terminologique vers « Science dans la Société » où la science et la société ne sont plus côte à côte mais imbriquées l'une dans l'autre, a-t-elle aidé à une prise de conscience de cette sphère politique ? Si l'on cherche des indices positifs, il n'en manque effectivement pas... En mai dernier, une consultation, lancée à l'occasion de la publication du Livre vert « L'Espace européen de la recherche : nouvelles perspectives », tient compte de cette orientation. Dans le paragraphe consacré à « *un véritable partage des connaissances* », il est mentionné le besoin « *de canaux de communication innovants afin de donner au public au sens large l'accès au savoir scientifique, les moyens de débattre de la recherche et la curiosité d'en savoir plus sur la science* ».

Une opportunité pour la culture scientifique et technique ?

« Diffuser les connaissances », « essayer auprès d'un large public » sont des expressions récurrentes du programme « Science dans la Société » mais également dans les programmes de recherche thématiques. Si la 3^e ligne d'action du programme « Science dans la Société » s'adresse plus spécifiquement aux structures qui se positionnent comme des passerelles entre le milieu scientifique et le grand public, rappelons qu'une autre voie leur est accessible pour participer à un projet européen. Chaque projet de recherche ou action de coordination doit en effet se doter d'un Work Package « Communication ». S'il est vrai que, dans le paradigme d'une Europe basée sur la compétitivité et l'innovation, les actions de communication relèvent parfois plus du marketing ou de la stratégie mass-média (la communication scientifique se rapproche parfois dangereusement de la publicité, chacun de nous en a conscience), le PCRD est peut-être l'opportunité, pour des structures de médiation, de se repositionner en se plaçant comme un partenaire compétent pour mener à bien des actions ciblées et originales en phase avec le contenu du projet scientifique proposé.

Une façon de valoriser des années de collaboration entre les institutions scientifiques et les structures de culture scientifique et technique ? Leur diversité (université, muséum d'Histoire naturelle, CCSTI-réseau, CCSTI ouvert au public, association jeunesse, établissement culturel...) est mise au service

Yosciweb (Youth science Web) : une aventure européenne à son début

Laure Chemery, coordonnatrice du projet Yosciweb (financé dans le cadre du 1^{er} appel à proposition du 7^e PCRD), revient sur le montage de la proposition lauréate...

Yosciweb est-il le premier projet déposé dans « Science dans la Société » ?

Non, nous avons entrepris cette démarche européenne l'année précédente en proposant à l'association « Femmes et science » d'assurer le portage administratif et financier d'une proposition sur un appel spécifique concernant la question des filles dans l'apprentissage des sciences. Cette proposition ayant passé la barre des seuils, nous avons su que nous étions des prétendants sérieux aux financements du PCRD : un réel encouragement. Il est vrai que, lorsque notre position sur la liste nous a été communiquée, loin du peloton de tête, nous en avons été affectés... mais je pense qu'il faut être bon joueur, le tout est de ne pas faire retomber la dynamique projet qui en est issue... car, de fait, lorsqu'on se confronte à la dimension européenne, on appréhende ensuite l'ensemble des projets en cours à cette échelle... ce qui n'a pas manqué de se faire avec *La Banque des Savoirs*. Le souhait d'échanger des contenus d'informations scientifiques avec d'autres pays en possession de sites Internet de vulgarisation scientifique a très vite fait son chemin...

Comment avez-vous fait pour constituer votre consortium ?

La recherche de partenaires est un des points incontournables mais pas facile à résoudre. Notre participation à la conférence CER (Communiquer la Recherche) en janvier 2005 à Bruxelles a été profitable : un excellent lieu d'échanges ! Les Norvégiens nous ont fait part d'initiatives suédoises. Les Suédois, une fois contactés, nous ont fait connaître des Néerlandais... s'ajoute à cette chaîne un article sur les sites Internet dans *RDT Infos*, qui nous a permis de prendre connaissance d'une initiative islandaise. Lors de la transition entre le 6^e PCRD et le 7^e PCRD, nous avons donc mis à profit cette période d'attente pour développer des collaborations avec certains de ces partenaires. Ainsi, les Islandais nous ont « prêté » des articles. Et avec les Néerlandais, nous avons envisagé des débats communs. Ceci nous a aussi permis de réfléchir à une traduction de *La Banque des Savoirs* en anglais...

Laure Chemery

Responsable de la Banque des Savoirs
Direction de la Recherche, Conseil général de l'Essonne

(retrouvez l'intégralité de l'entretien sur le site de l'OCIM : www.ocim.fr, rubrique La Lettre de l'OCIM)

d'un objectif commun sur lequel repose leur légitimité vis-à-vis de la communauté scientifique : « mettre en culture » la science. Leur connaissance des publics, à travers les multiples actions proposées depuis une trentaine d'années (que les responsables des collections publiques centenaires des muséums d'Histoire naturelle soient bienveillants sur cette restriction dans le temps !) leur concède un rôle majeur qu'il leur faudra déployer dans les années à venir.

Mais est-ce dire pour autant que les modes d'interactions entre la recherche et le grand public sont connus, maîtrisés par des professionnels, au service d'une recherche plus attentive à rendre des comptes à la société qui lui permet d'exister ? Non, résolument non, l'existence du programme « Science dans la Société » en est la preuve. Car on ne peut être à l'interface d'une société en mouvement et d'une recherche en mutation permanente sans également s'interroger sur les actions à mener. C'est là où ce programme est lui-même innovant : laboratoire d'idées, il promeut des initiatives au-delà des contraintes nationales.

Une contribution de tous, par tous est demandée

Mais qui fait évoluer le contenu du programme ? Un schéma serait peut-être l'outil le plus adapté pour présenter la galaxie englobant les acteurs jouant, ou pouvant jouer un rôle sur les contenus, au niveau européen mais également sur le territoire national. Citons en priorité :

- l'EAG (Expert Advisory Board) dont les membres ⁽⁹⁾ sont nommés par la Direction « Science, Économie et Société » pour une mission de 2 ans renouvelables. Ils sont sollicités tout particulièrement dans le cadre de l'élaboration des programmes de travail annuels pour donner leur avis et être interrogés à titre consultatif ;
- des groupes d'experts thématiques, à qui la direction en charge du programme demande expertise, avis et recommandations. À la fin du 6^e PCRD, nous sommes ainsi en possession de plusieurs rapports ⁽¹⁰⁾, ayant aidé à la réflexion sur la politique proposée pour le programme « Science dans la Société ».
- d'une manière indirecte mais également efficace, les bureaux de représentation des régions ⁽¹¹⁾ à Bruxelles : selon Cédric Daumas, chargé de mission à Île-de-France Europe (Bruxelles), « *les missions principales des bureaux sont : une mission d'information des collectivités membres de l'association et des acteurs du territoire ; l'assistance technique et le soutien au*

montage et au suivi de leurs projets européens ; la représentation auprès des institutions européennes ».

D'un point de vue institutionnel, chaque Direction de la DG Recherche sollicite l'avis des États Membres par la voix de leur représentant au Comité de Programme : pour « Science dans la Société », Jean-Michel Baer (directeur du programme « Science dans la Société ») préside ainsi une réunion biannuelle à laquelle Marie-Françoise Chevallier-le-Guyader (chef de la Mission de l'Information et de la Culture scientifiques et techniques) est conviée afin de faire valoir la position française. Les représentants de chaque pays s'appuient sur un Groupe Thématique National (GTN), organe consultatif constitué de membres représentatifs des communautés concernées par les thématiques inscrites au programme. Le GTN apporte également sa compétence lors de la rédaction d'instructions pour le Conseil.

Enfin, l'importance qu'il accorde au programme « Science dans la Société » et à son déploiement au niveau national, a conduit le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche à prendre en charge le Point de Contact National « Science dans la société » directement au sein de sa Direction Générale de la Recherche et de l'Innovation (voir à ce sujet la rubrique « Actualités » de *la Lettre de l'OCIM* n°113). Il a comme missions principales :

- informer et conseiller les communautés potentiellement intéressées par le programme (réunions d'information, diffusion de documentation sur le programme « Science dans la Société ») ;
- contribuer régulièrement à la mise en ligne d'information sur www.eurosfair.prd.fr/7pc/, et produire une lettre d'information électronique. Au-delà, il identifie les porteurs de projets potentiels et contribue à les mettre en réseaux en organisant des rencontres entre les différentes communautés ;
- organiser des sessions de formation à l'attention des porteurs de projets, en fonction des besoins identifiés avec les communautés respectives ;
- accompagner les porteurs de projets dans leurs démarches ou les aiguiller vers les structures d'appui les plus adaptées à leurs besoins ou à leurs profils ;
- coopérer avec le représentant français au Comité de Programme ;
- dépouiller et analyser les résultats des participations françaises au programme-cadre.

Sur la période 2002-2006, 19 appels à propositions ont été publiés. Voici quelques projets financés par la commission et auquel des partenaires français ont participé :

Thématiques du domaine Science dans la Société	Projets	Objectifs	Partenaires français
Promotion de la culture et de l'enseignement scientifiques	ESCW The European Science Communication Workshop	Rencontre des enseignants en sciences de la communication pour améliorer la formation des jeunes chercheurs à la communication avec les médias, les décideurs politiques et le grand public	Université Paris 7 (UFCCI) et le centre d'études en Communication publique
Éducation à la science	LERU-KIDS League of European Research Universities	Organisation de semaines de la science pour développer l'intérêt et la compréhension de la recherche	Université Louis Pasteur de Strasbourg, Mission de la Culture scientifique et technique
	POLLEN Seed cities for science, a community approach for a sustainable growth of science education in Europe	Développer des villes « pépinières » en enseignement des sciences s'appuyant sur un réseau de classes pilotes, un dispositif développant des activités d'investigation en science et technologie à l'école primaire, associant tous les acteurs locaux	ENS Paris, La main à la pâte, CCSTI La Rotonde (Saint-Étienne)
Questions de genre	PROMETHEA Empowering Women Engineers Careers in Industrial & Academic Research	Égalité des chances dans les études et la profession d'ingénieur en Europe	Conférence des Directeurs d'Écoles et Formations d'Ingénieurs (CDEFI), avec partenaires : ENSAM, INSA Lyon
Politique scientifique plus proche des citoyens	TRAMS Training & Mentoring of Science Shops	Vise à former les personnes intéressées par les boutiques de sciences, pour diffuser le concept et appuyer la création de nouvelles structures en Europe	Fondation Sciences Citoyennes
	CIPAST (Citizen Participation in Science and Technology)	Réunir des organisations fortes d'une solide expérience dans l'utilisation des procédures participatives en matière de science et de technologie	CSI, INSERM, INRA, association Recherche et Développement, Fondation des Sciences Politiques
	ECD (Meeting of minds) European Citizens' Deliberation on Brain Science	Mise en place de « Meeting of minds » (résultats de la Conférence de citoyens), démarche unique pour impliquer le grand public dans un débat sur les sciences les plus avancées	CSI, Institut national de l'Environnement industriel des risques
Gouvernance du risque	TRUSTNET-IN-ACTION	Études de cas actuels et développement des outils de dialogue, de débat et de délibération ancrés dans les préoccupations des acteurs territoriaux	Mutadis Consultants, Institut patrimonial du Haut-Béarn, INERIS, FUPL-Lille, CNRS
Éthique	BIOTETHED Biotechnology Ethics-deepening to future applications and new EU members, permeating education to young scientists	Production de cours de bioéthique à l'attention des doctorants européens sur des sujets émergents : nanotechnologies, cellules souches, OGM	INRA
Programme NMP (nanotechnologies-nanosciences)	NANODIALOGUE	Favoriser le dialogue sur les nanotechnologies et les nanosciences dans la société européenne	CCSTI La Casemate à Grenoble

Le point de vue de l'expert

Entretien avec Suzanne de Cheveigné, chargée de recherche, CNRS-EHESS Marseille, expert dans l'évaluation des projets « Science dans la Société »

Comment décririez-vous l'avancée que ce programme européen a permis de réaliser dans le champ de la médiation scientifique ?

J'insisterais d'abord sur l'ampleur de ce programme, qui va bien au delà de la classique médiation scientifique pour affronter les multiples dimensions des relations entre la science et la société actuelle. C'est ainsi que l'éthique ou la participation des citoyens y ont retenu beaucoup l'attention. La place des femmes dans la recherche aussi, secteur où la Commission a joué un rôle réellement moteur – et où la France connaît actuellement de graves reculs. Mais, pour en revenir à la médiation, l'Europe a beaucoup soutenu des activités telles que la Fête de la Science en favorisant son européanisation qui est peut-être moins visible en France du fait de notre ancienneté sur ce domaine, les boutiques de science, ou encore les musées de science, pour les aider en particulier à développer des débats publics. L'Europe a joué un rôle vraiment moteur dans ce domaine et on peut dire que la Direction « Science, Économie et Société » tire vers le haut ces problématiques.

Vous insistez sur la nécessité de promouvoir une culture scientifique qui intégrerait les aspects philosophiques, historiques et trans-disciplinaires liés au développement scientifique, de même que sa relation aux arts, ainsi que des projets transversaux avec la communication scientifique pouvant guider plus d'approches innovantes pour célébrer la science comme une part de la création culturelle humaine et ainsi lui permettre d'atteindre/toucher le public populaire. Des initiatives de ce genre existent en France : n'y a-t-il pas une méconnaissance par les institutions européennes de ces projets originaux et innovants ?

Dans ce rapport, nous évaluons le résultat du programme (à mi-parcours) c'est-à-dire le résultat combiné des appels d'offre, des réponses fournies par la communauté et des travaux effectivement réalisés. S'il est nécessaire que les appels d'offre accordent une place à de telles activités, il faut aussi que la

communauté y réponde – en dépassant le niveau national. C'est, je crois, le plus difficile pour les acteurs français du domaine. Prenons un exemple : une équipe de théâtre scientifique de rue aurait parfaitement pu répondre à un appel d'offre pour la Fête de la Science, à condition de trouver des groupes analogues dans d'autres pays (pas forcément tous européens, pourquoi ne pas inclure un groupe africain ?) et faire ensemble quelque chose qu'ils n'auraient pas pu faire de leur côté ?

Quand on parle « financement » européen, on pense tout de suite à « concurrence » européenne : or, un projet du PCRD suppose un partenariat étroit avec plusieurs pays de l'Union (pays associés et pays tiers éligibles) : comment concilier ces deux approches à première vue contradictoires ?

La concurrence est effectivement très forte mais les financements vont augmenter de façon très significative dans le 7^e PCRD. Et cette concurrence est entre projets, entre équipes, pas entre pays. Les Français sont très présents dans l'audiovisuel scientifique, et via leurs grands musées scientifiques, mais il me semble moins souvent voir les chercheurs en communication ou de plus petites structures muséales.

Enfin, lorsque vous vous penchez sur un projet européen et commencez à l'évaluer, pouvez-vous nous dire ce qui vous paraît instantanément comme un « plus » ou un « moins » ?

L'idée sous jacente d'abord : qu'on se dise « Tiens, c'est malin, ça ! » Ensuite la cohérence du projet, qui donne l'impression que l'équipe a vraiment travaillé ensemble à la préparation, qu'elle est déjà soudeuse et dans les starting-blocks. Que l'on sente enfin ce que j'appellerai « l'esprit de l'Europe », comme on parle du vent du large, qu'on ait l'impression que les horizons s'élargissent, que cela sert à quelque chose de travailler à cette échelle – tant mieux d'ailleurs si on y associe d'autres continents...

(retrouvez l'intégralité de l'entretien sur le site de l'OCIM : www.ocim.fr, rubrique La Lettre de l'OCIM)

Les critères d'évaluation : trois axes à retenir

L'expert en charge de l'évaluation des propositions attribue une note globale au projet en examinant 3 critères :

- la qualité technique et scientifique : la proposition étant évaluée au regard du sujet proposé par l'appel, le porteur de projet doit donc indiquer clairement comment il répond à tous les aspects du programme de travail et la pertinence de la proposition au regard des objectifs de la priorité thématique et des communications de la commission dans ce domaine ;
- l'impact probable du projet selon le cadrage indiqué par le programme de travail. En l'espèce, ce critère évalue la qualité des mesures de « dissémination » prévues en vue du développement d'actions futures ;
- la qualité de la mise en œuvre qui évalue la structure de management et d'organisation du projet, la qualité des partenaires et du consortium, la mobilisation efficace des ressources.

Pour porter ou s'intégrer dans un projet européen, une mutualisation des compétences techniques et scientifiques, associée à une connaissance fine des institutions et des relais d'information sont donc nécessaires. Mais à l'autre bout de la chaîne, derrière les programmes, derrière les politiques mises en œuvre, il y a des hommes et des femmes qui ont besoin de voir, savoir, comprendre avant de prendre des décisions stratégiques. Utiliser les moyens de communication ⁽¹²⁾ à bon escient ne serait-il pas alors une condition préalable à tout projet qui a des velléités européennes ? À 6 mois de la Présidence Française de l'Union Européenne, la question est posée.

Pour en savoir plus, n'hésitez pas à faire appel au Point de Contact National « Science dans la Société » :
Sophie Tocreau
tél. + 33 1 55 55 86 21,
sophie.tocreau@recherche.gouv.fr
Martine Roussel, ingénieur conseil Europe
tél. + 33 1 55 55 82 51,
martine.roussel@recherche.gouv.fr
(www.eurosfaire.prd.fr/7pc/sis/)

Notes

- (1) Conseil : ce mot employé seul correspond au conseil européen des ministres de la recherche
- (2) « Régions de la connaissance » : renforcer le potentiel de recherche des régions européennes et produire des stratégies de développement économique régional intégrant la recherche
- (3) « PME-PMI » : renforcer la capacité d'innovation des PME-PMI en Europe et leur contribution au développement de la production basée sur les nouvelles technologies
- (4) « Infrastructures de recherche » : optimiser l'utilisation et le développement des grandes infrastructures européennes existantes et également aider à l'émergence de nouvelles infrastructures d'intérêt paneuropéen dans tous les domaines de la connaissance.
- (5) Philippe Busquin, parlementaire européen belge, commissaire européen à la Recherche de 1999 à 2004
- (6) Objectif stratégique visant à faire de l'Union européenne « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale ».
- (7) Les livres blancs contiennent un ensemble argumenté de propositions d'action communautaire dans un domaine spécifique. Ils visent à donner naissance à des décisions politiques et une politique européenne concertée.
- (8) Référence Internet du Livre blanc « La Gouvernance européenne » : www.eurosfaire.prd.fr/7pc/sis/
- (9) Trois français participent à l'EAG : Bernard Chevassus-au-Louis (INRA), Claudia Neubauer (Fondation Sciences Citoyennes) et Sadek Beloucif (CHU Amiens). On signalera également la présence d'André Giordan du laboratoire de Didactique des Sciences de Genève.
- (10) www.eurosfaire.prd.fr/7pc/sis/ rubrique Documents
- (11) Pour en savoir plus : www.rpfrance.eu/article.php3?id_article=189
- (12) www.eurosfaire.prd.fr/7pc/manifestations/020507-prog-sis-php

Monter un projet européen

Cette formation, organisée par l'OCIM à Strasbourg les 22 et 23 janvier 2008, proposera un décryptage des appels à propositions et apportera des clés pour la définition des objectifs des Work Packages, des tâches et des critères d'évaluation. Enfin, elle analysera différents projets dans le cadre de 2 ateliers simultanés (en tant que coordonnateurs ou participants à des projets européens).

Renseignements :
www.ocim.fr